

Retrait de la loi Asile immigration

Pour l'égalité des droits

Après une année passée à courir après la droite parlementaire et des semaines de tractations politiciennes, le gouvernement a réussi à faire adopter à l'Assemblée nationale, un texte qui marque un recul majeur des droits des étrangers dans notre pays. L'extrême-droite jubile.

Avec ce texte, assumée par le président de la République, une digue a lâché.

Loin de régler quoi que soit aux désordres du monde, à l'exil face aux guerres et au changement climatique, à la crise de l'accueil et ses conséquences, la loi sur l'immigration adoptée mardi 19 décembre, la plus régressive depuis des décennies, consacre la préférence nationale, remet en cause le droit du sol et les droits fondamentaux affirmés dans le préambule même de notre constitution, issu du Conseil national de la résistance. Le texte voté est un désastre moral, une trahison de notre Histoire, de ce qu'est notre pays et l'esprit des Lumières, et une reddition devant l'extrême-droite qui peut légitimement évoquer une victoire idéologique.

Aujourd'hui, l'urgence est à une autre politique d'accueil, comme notre pays a su le faire en accueillant les ukrainiennes et les ukrainiens qui fuyaient l'invasion russe.

L'urgence, c'est de régulariser les travailleurs et travailleuses sans-papiers, trop souvent exploités, sous la menace d'une arrestation sur le chemin du travail.

L'urgence, c'est de ne laisser personne à la rue. L'urgence, c'est de reconnaître la présomption de minorité pour tous les mineurs non accompagnés, et de respecter ainsi, l'esprit et la lettre de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. L'urgence, c'est le maintien d'un accès inconditionnel aux soins.

L'urgence n'est pas à la désignation de boucs émissaires pour fracturer le pays. L'urgence n'est pas à la promulgation d'une nouvelle loi xénophobe.

Nous, forces sociales, politiques, syndicales, associatives, ne nous résignons pas. Nous sommes là pour résister à l'arbitraire et à l'inhumain. Nous appelons l'ensemble des organisations de la société civile, toutes les forces progressistes et républicaines à agir face à cette attaque majeure contre notre République et sa Constitution, et à construire ensemble des initiatives dans les jours et les semaines qui viennent.

Après les premières initiatives départementales du 11 et du 18 décembre, nous appelons à un nouveau rassemblement.

Vendredi 22 décembre à 18H
Devant la préfecture de Clermont-Ferrand.

A l'appel des organisations : RESF 63, Union étudiante d'Auvergne, SOLIDAIRES 63, AFPS 63, Planning familial 63, Collectif Nous Aussi 63, Génération.s 63, Jeunes Génération.s, FSU 63, La France Insoumise, Ligue des Droits de l'Homme, Cimade, Libre pensée 63, CGT 63, NPA 63, PCF 63, Attac 63